

Recueil des Actes Administratifs 2017

Partie 1 - Conseil départemental - N° 1-09

Séance du 27/09/2017

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL D'INDRE-ET-LOIRE

CABINET DU PRÉSIDENT
1ÈRE C - MOYENS TRANSVERSAUX
DOSSIER N° 17

SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE 2017

Le Conseil départemental se réunit le vendredi 29 septembre 2017 en l'Hôtel du Département, dans la salle Guillaume-Louis, sous la présidence de M. Jean-Gérard PAUMIER, Président de l'Assemblée départementale.

Sont présents :

M. Jean-Gérard PAUMIER, MME Nadège ARNAULT, MME Céline BALLESTEROS, M. Fabrice BOIGARD, M. Patrick BOURDY, M. Jean-Marie CARLES, MME Martine CHAIGNEAU, MME Cécile CHEVILLARD, MME Jocelyne COCHIN, MME Barbara DARNET-MALAQUIN, M. Xavier DATEU, M. Patrick DELETANG, MME Pascale DEVALLEE, M. Gérard DUBOIS, MME Brigitte DUPUIS, M. Jean-Pierre GASCHET, MME Geneviève GALLAND, M. Thomas GELFI, MME Sylvie GINER, MME Mounia HADDAD, MME Valérie GERVES, M. Olivier LEBRETON, M. Dominique LEMOINE, M. Rémi LEVEAU, M. Eric LOIZON, M. Pierre LOUAULT, M. Vincent LOUAULT, M. Etienne MARTEGOUTTE, M. Patrick MICHAUD, MME Agnès MONMARCHÉ-VOISINE, M. Judicaël OSMOND, MME Isabelle RAIMOND-PAVERO, MME Dominique SARDOU, MME Nathalie TOURET, MME Valérie TUROT, MME Florence ZULIAN

Sont absents et excusés :

M. Alexandre CHAS a donné pouvoir à MME Nathalie TOURET
MME Laurence CORNIER-GOEHRING a donné pouvoir à MME Martine CHAIGNEAU

.....
MOYENS LOGISTIQUES ET ACTIVITÉS TRANSVERSALES

APPEL EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL (ID WD : 7785)

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

Le projet du gouvernement concernant la réforme du logement, serait lourd de conséquences pour le logement social des bailleurs publics s'il est adopté en l'état.

C'est la raison pour laquelle, M. Jean-Luc TRIOLLET, Directeur général de Val Touraine Habitat, et Président de l'Union Sociale pour l'Habitat de la Région Centre-Val de Loire est invité à vous faire une communication pendant cette séance, et à vous présenter l'appel ci-joint « sauvons le logement social » lancé par les élus locaux et les représentants des collectivités territoriales lors du Congrès HLM de Strasbourg organisé du 26 au 28 septembre 2017.

C'est un appel à discussion dans un domaine très important qui nous rassemble tous et que je vous propose d'approuver

Votes :

Pour : Unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

DÉLIBÉRATION

Le Conseil départemental, après en avoir délibéré, décide :

D'approuver à l'unanimité l'appel « sauvons le logement social » lancé par les élus locaux et les représentants des collectivités territoriales lors du Congrès HLM de Strasbourg organisé du 26 au 28 septembre 2017

.....
Acte exécutoire après transmission et publication, les actes de portée individuelle devant être notifiés.

Le Directeur général des services par intérim



Fabrice PERRIN

A l'occasion du Congrès de l'USH à Strasbourg, les élus locaux et les représentants des collectivités territoriales ont souhaité lancer un appel « Sauvons le logement social » en réaction aux mesures annoncées par le Gouvernement.

SAUVONS LE LOGEMENT SOCIAL

Appel des élus locaux pour le logement social Congrès Hlm de Strasbourg – 26 au 28 septembre 2017

La stratégie logement du Gouvernement met un coup d'arrêt brutal aux politiques locales de l'habitat mises en œuvre pour l'ensemble des collectivités territoriales (communes, départements, intercommunalités, régions).

Nous réaffirmons notre volonté de protéger durablement les locataires, le patrimoine Hlm, les capacités d'investissement des bailleurs et l'emploi local.

Nous souhaitons poursuivre, sur nos territoires, les politiques partenariales de l'habitat qui réunissent les locataires, les bailleurs, les collectivités locales, l'État, les promoteurs, les entreprises de constructions au service du logement pour tous, de l'aménagement et du développement de tous les territoires.

L'application concrète des mesures annoncées par le Gouvernement, déstabilise l'équilibre financier des organismes et fait peser un risque majeur sur les garanties d'emprunt accordées par les collectivités locales. Concrètement, nous serons contraints, à brève échéance, de ne plus garantir les emprunts des organismes.

Les conséquences à court terme sont :

- L'arrêt de la construction neuve de logements ;
- L'interruption des programmes de réhabilitation et de rénovation urbaine.

Par ailleurs, nous alertons sur l'impact économique des mesures gouvernementales qui conduira à la destruction de plus de 300 000 emplois locaux dans le monde du bâtiment et de l'immobilier.

Nous affirmons que ces mesures gouvernementales vont à l'encontre des objectifs affichés d'augmentation du nombre de logements.

Nous sommes déterminés à agir pour continuer à construire et faire vivre dans nos territoires.

Les collectivités locales, présentes au Congrès Hlm, demandent l'arrêt des mesures annoncées pour engager un dialogue approfondi et sans tabous.

Les premiers signataires sont : Robert HERMANN (Président de l'Eurométropole), Nathalie APPERE (Maire de Rennes), Pascale CHIRON (Vice-présidente de Nantes Métropole), Martine JARDINE (Vice-présidente du Conseil départemental de la Gironde), Honoré PUIL (Vice-président de Rennes Métropole), Marie-Christine DETRAZ (Vice-présidente de Lorient Agglomération), Syamak AGHA BABAEI (Vice-président de l'Eurométropole), Michel MENARD (Conseiller départemental de Loire Atlantique)

Cet appel est également disponible sur la plateforme « [change.org](https://www.change.org) » -

https://www.change.org/p/personne-sauvons-le-logement-social?recruiter=798204943&utm_source=share_for_starters&utm_medium=copyLink

Tous droits de reproduction réservés

Pour Copie Conforme :

Le Directeur général des services
Fabrice PERRIN

Tous les actes publiés au présent recueil ont fait l'objet d'un accusé de réception attestant de la date de leur transmission au représentant de l'État.

Recueil publié le 9 novembre 2017